

"Nous voulons sortir de la dépendance pétrolière"

Jeannette Sánchez Zurita, Jean Merckaert

DANS **REVUE PROJET** 2011/5 n° 324 - 325 , PAGES 89 À 92
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.324.0015

Date de mise en ligne : 19/12/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2011-5-page-89?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



« Nous voulons sortir de la dépendance pétrolière »

Jeannette Sánchez Zurita



© DR

Entretien – La ministre du Développement social de l'Équateur, Jeannette Sánchez Zurita, explique les tentatives pionnières de son gouvernement pour concilier économie, écologie et justice sociale.

Vous venez de faire adopter une « loi de l'économie populaire et solidaire ». Que va-t-elle changer ?

La nouvelle Constitution, adoptée en 2008, promeut un « système économique social et solidaire », qui cherche à satisfaire au mieux les besoins de la population en biens et services, dans le respect de l'environnement. Car l'économie ne se réduit pas au secteur public et au secteur privé : il existe un tiers secteur, l'économie populaire et solidaire. Au contraire de la France, où ce secteur est marginal, il emploie la moitié de la force de travail en Équateur ! L'objectif de la loi est d'abord de le rendre visible, en le sortant de l'informel, en dotant les entreprises d'un statut juridique. Nous voulons promouvoir ce secteur, lui donner davantage de pouvoir, en facilitant son accès au crédit, à la terre, à l'eau, à l'information, à la formation, mais aussi mieux le réguler – ce qui implique davantage de contrôles – pour qu'il inspire la confiance. *In fine*, il s'agit à la fois de sortir l'économie populaire de la pauvreté et de la faire évoluer vers un fonctionnement plus solidaire, en la tournant vers d'autres objectifs que le seul profit et en favorisant la démocratie dans l'entreprise. Ce développement d'une économie endogène s'inscrit dans notre projet d'une économie au service de la collectivité, qui inclut dans notre esprit les générations futures et donc le respect de l'environnement.

Jeannette Sánchez Zurita est économiste de formation. Elle a étudié aux États-Unis et en Belgique. Rafael Correa l'a nommée sous-secrétaire au ministère des Finances en 2005. Après son élection à la présidence en 2006, elle a été nommée ministre du Développement social pour mettre en œuvre le plan de lutte contre la pauvreté.

L'exploitation des ressources naturelles représente 60 % des exportations et fournit 40 % des recettes budgétaires de l'Équateur. Dès lors, quelle est votre marge de manœuvre pour mettre en place un modèle de développement alternatif?

Sortir de la dépendance pétrolière est l'un de nos principaux défis. Historiquement, le développement de l'Équateur s'est fondé sur le pétrole. À présent, nous jetons les bases d'un Équateur post-pétrolier ; cela prendra du temps. Nous sommes dans une économie de transition, que nous planifions sur au moins dix ans, notamment en investissant dans les ressources humaines et dans la formation. Le budget de la santé a été triplé et celui de l'éducation plus que doublé. L'augmentation des impôts, qui représente 5 points de Pib (produit intérieur brut), atténue de façon significative notre dépendance au pétrole. Nous cherchons aussi à transformer la matrice énergétique, en misant sur l'énergie hydroélectrique, l'énergie thermique, la modernisation du parc automobile et les économies d'énergie, en particulier à travers la tarification de l'électricité.

L'Équateur a surpris en renonçant à exploiter le pétrole du parc national de Yasuni. En quoi consiste ce projet et comment a réagi la communauté internationale?

Le parc de Yasuni est à la fois une réserve importante de biodiversité et une zone pétrolière. Pour le sanctuariser, nous avons lancé l'initiative Yasuni-ITT centrée sur un nouveau concept : la vente du droit de ne pas polluer. Nous avons créé un fonds afin de compenser le manque à gagner dû à la non-exploitation du pétrole de Yasuni et l'Équateur en appelle à la coresponsabilité de la communauté internationale¹. Nous l'avons présenté aux Nations unies. Plusieurs gouvernements se sont montrés intéressés, comme le Chili ou l'Espagne. L'Allemagne, poussée par les Verts, s'était engagée mais s'est retirée suite à des changements électoraux. Nous sommes préoccupés de voir que cette idée de coresponsabilité peine autant à convaincre au niveau international.

Comment expliquez-vous que certains mouvements indiens contestent la politique pétrolière du gouvernement?

Les peuples autochtones² ont vécu une longue histoire d'exploitation et d'exclusion, qui s'est poursuivie avec l'exploitation pétrolière. Aussi restent-ils suspicieux à l'égard des gouvernements. Nous avons mené de dures négociations avec les compagnies étrangères, afin de conserver dans le pays les *royalties* issues de l'ex-

1. L'Équateur demande à la communauté internationale d'abonder ce fonds à hauteur de 3,8 milliards de dollars, correspondant à la moitié des bénéfices auxquels il renonce sur ce gisement. En France, le gouvernement suit l'initiative « avec intérêt » ; la région Rhône-Alpes a voté en avril 2011 un soutien de 150 000 euros pour ce fonds [ndlr].

2. Les indigènes (appellation revendiquée) représentent 25 % de la population en Équateur [ndlr].

dégagées par la forte hausse des prix du pétrole reviennent davantage au gouvernement (à hauteur de 80 %). Cette mesure a exaspéré les États-Unis et amené la Banque mondiale à refuser l'octroi à l'Équateur de prêts qu'elle avait pourtant promis. Rafael Correa a alors été poussé à la démission. L'expulsion du FMI s'inscrit dans ce contexte.

D'une façon générale, les pays développés se montrent très réservés face à la dynamique que nous impulsions. Mais au niveau régional, nous misons beaucoup sur l'idée d'un bloc sud-américain, le rêve de l'Unasur [Union des nations sud-américaines], que nous avons présidée l'an passé. Ce processus prendra du temps, car l'Amérique latine est très hétérogène, mais il nous permettra, par exemple, de mieux négocier avec l'Union européenne.

Le gouvernement de Rafael Correa a fait face à d'importantes critiques. Que répondez-vous aux observateurs qui l'accusent, à l'instar de Hugo Chávez, de populisme ?

Il n'y a pas un seul gouvernement de gauche qui n'ait été taxé de populisme. On dit responsable celui qui préfère rembourser la dette extérieure que de répondre aux besoins sociaux de la population, mais celui qui augmente la dépense publique est accusé de populisme... C'est vrai que l'investissement public a augmenté, mais il faut voir d'où l'on vient. Même en termes d'efficacité économique, il nous fallait investir : faute de médecins hospitaliers par exemple, les hôpitaux ne fonctionnaient pas ! Nous avons suscité un choc d'investissement dans la santé, l'éducation, les infrastructures et la transition écologique, mais cet investissement ne portera pas tous ses fruits avant une décennie. Comment peut-on parler de clientélisme ou de populisme ?

Pour autant, nous sommes de fervents défenseurs de la démocratie. De l'extérieur, on peut avoir une image déformée, car les pouvoirs économiques ont engagé une véritable guerre médiatique à notre encontre. Nous avons augmenté fortement les impôts. Ceci n'était pas dans la culture du pays (l'Équateur avait l'un des taux de prélèvements obligatoires les plus bas de la région) et heurte de front les intérêts de l'oligarchie. Les réformes que nous avons engagées sont profondes, mais l'autre critique forte de notre politique de transition vient de la gauche radicale, qui faisait partie de la coalition qui nous a portés au pouvoir. Elle avance des attentes démesurées et se dit frustrée : elle voudrait mettre à bas l'impérialisme aujourd'hui même et taxe le gouvernement de réformisme. On ne répond jamais à la hauteur des espoirs suscités, c'est la tragédie du pouvoir. Mais Rafael Correa reste populaire auprès de 60 % de la population.

Propos recueillis et traduits de l'espagnol par Jean Merckaert, le 18 juin 2011